

Fiche d'information :

AGRICULTURE

EUROPÉENNE :

LA GRANDE BRADERIE

LE TATFA MENACE LES

AGRICULTEURS EUROPÉENS

AVRIL 2016

Le Traité transatlantique de partenariat pour le commerce et l'investissement (TAFTA ou TTIP) pourrait avoir des conséquences majeures pour l'agriculture et la production alimentaire dans l'Union européenne. Les lobbies du monde des affaires font pression des deux côtés de l'Atlantique pour avoir un meilleur accès aux marchés^{1, 2}, mais les normes régissant la production alimentaire en Europe et aux Etats-Unis diffèrent pour la sécurité alimentaire³, le bien être animal⁴ et la protection de l'environnement⁵.

On estime à 1 200 milliards d'€ le chiffre d'affaire de l'industrie agro-alimentaire dans l'Union européenne⁶, mais cette activité est extrêmement complexe, avec de grosses variations entre les secteurs agricoles, les types de producteurs et les différents Etats membres. Peu d'études ont été menées pour essayer d'évaluer les répercussions du TAFTA sur les denrées alimentaires et l'agriculture, et elles ont toutes buté sur la difficulté à rendre compte de cette complexité.

Les études montrent aussi qu'une augmentation des opportunités offertes par le TAFTA n'entraîne pas forcément une augmentation des revenus, tandis que le ministère de l'Agriculture des Etats-Unis prédit une chute des prix payés aux agriculteurs européens, dans tous les secteurs alimentaires⁷. Les gains pour les européens se limitent à quelques secteurs, comme les fromages, mais même ces derniers dépendent fortement du bon vouloir des Etats-Unis de modifier les « mesures non tarifaires » qu'ils utilisent pour limiter le commerce⁸.

Les modélisations prévoient qu'avec le TAFTA, les importations en provenance des Etats-Unis augmenteront^{9, 10} probablement au détriment des agriculteurs européens et que c'est l'existence même de secteurs entiers qui est potentiellement menacée¹¹. Les producteurs d'autres régions du monde fournissant l'Union européenne pourraient aussi être perdants, si les producteurs états-uniens les supplantent¹². Des organisations de la société civile et des milieux agricoles craignent que le TAFTA ne provoque dans l'agriculture, une intensification et une concentration industrielle toujours plus poussées, des deux côtés de l'Atlantique. La protection des consommateurs et la protection de l'environnement risquent aussi d'être mises à mal. En effet, aux Etats-Unis, le gouvernement et les organisations de producteurs demandent ouvertement un affaiblissement des mesures de protection dans des secteurs comme l'autorisation des OGM, les règles de sécurité relatives aux OGM et les interdictions des hormones et des procédures de rinçage antimicrobien chimique dans la production de viande¹³.



**Friends of
the Earth
Europe**



**Les Amis
de la Terre**



INDICATIONS GÉOGRAPHIQUES

Les indications géographiques (IG) confèrent un statut protégé à des produits régionaux. Elles représentent 6 % du total des ventes d'aliments et de vins dans l'Union européenne¹⁴. La Commission européenne a beaucoup insisté pour que la protection géographique soit intégrée dans le TAFTA, mais les groupes de pression états-unis et le Congrès résistent farouchement¹⁵.

90 % des exportations hors UE de produits avec indication géographique concernent les vins et spiritueux¹⁶. Les marchés européens sont beaucoup plus importants pour les producteurs de produits avec IG¹⁷. En fait, à eux seuls, trois Etats membres (la France, l'Italie et le Royaume-Uni) représentaient 86 % des exportations de produits avec indication géographique en 2010, et un tout petit nombre de produits sont concernés : champagne, cognac, whisky écossais, Grana Padano et Parmigiano Reggiano¹⁸.

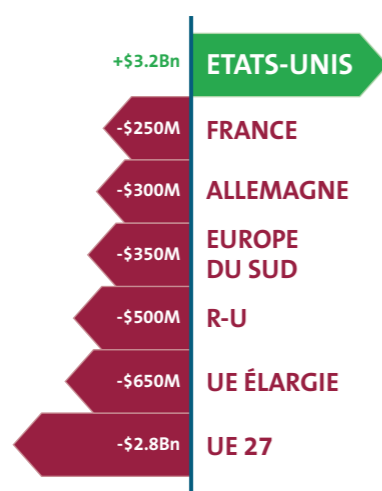
Même si la Commission réussit à négocier un accord sur les produits avec indication géographique, cela ne profitera très probablement qu'à un groupe bien précis de producteurs, dans un petit nombre de pays membres. Certains craignent que la Commission ne soit prête à brader les intérêts d'autres secteurs agricoles pour arriver à un accord¹⁹.



SECTEUR BOVIN

Dans le cas d'une élimination des tarifs douaniers, toutes les études de modélisation économique prévoient que les importations de bœuf états-unien augmentent massivement, jusqu'à une valeur de 3 milliards de dollars²⁰. Face à l'importation de bœuf états-unien bon marché, les élevages traditionnels avec pâturage, qui produisent une viande de grande qualité, sont particulièrement menacés et cela « pourrait avoir des conséquences sociales et écologiques considérables pour certaines régions de l'Union européenne »²¹.

Prévisions du CEPII pour la production de viande



Actuellement, les importations de bœuf des Etats-Unis sont limitées à cause de l'interdiction du bœuf aux hormones²² et du contingent d'importation limité pour le bœuf non traité aux hormones. Mais les pressions pour lever cette interdiction se sont multipliées²³, et il semble fort probable qu'un accord va être trouvé pour accroître les importations de bœuf états-unien non traité aux hormones. Il est possible qu'un quota d'importation de bœuf états-unien soit négocié, plutôt qu'une levée complète des tarifs douaniers, mais cela pourrait quand même avoir de graves conséquences pour les producteurs européens²⁴. Une organisation de producteurs français indiquait que les quotas prévus, rajoutés à ceux qui ont été récemment accordés au Canada, pourraient provoquer « une chute de revenu de 40 % à 50 % pour (...) les producteurs européens de bovins »²⁵.



PRODUITS LAITIERS

Le secteur laitier est complexe, avec des produits très différents - du lait en poudre aux fromages traditionnels - et toute une variété de distributeurs, allant des multinationales aux petits producteurs. La modification des quotas laitiers et du régime de subventions de l'UE ont déjà de lourdes conséquences sur la production laitière. Grâce au TAFTA, la Commission européenne voudrait faciliter l'accès au marché états-unien des produits laitiers, mais lors des négociations récentes avec les pays du Pacifique, le gouvernement états-unien a fait très peu de concessions qui pourraient nuire à son industrie laitière²⁶.

Les modélisations économiques prévoient une augmentation substantielle des flux commerciaux de produits laitiers comme conséquence du TAFTA. Il est estimé que les exportations états-uniennes augmenteront de 5,4 milliards de dollars, pour une augmentation des exportations européennes de 3,7 milliards de dollars, bien que les auteurs indiquent que ces chiffres doivent être maniés avec précaution^{27, 28}. Malgré une augmentation des échanges commerciaux, les producteurs de lait pourraient subir une chute des prix²⁹ et l'on prévoit que dans certains Etats membres, en particulier l'Autriche, le Benelux et le Royaume-Uni, l'ensemble de l'industrie laitière verrait sa valeur diminuer³⁰.

La Commission européenne prétend que le TAFTA va augmenter les exportations de produits laitiers européens, mais ce sont les fromages qui seront les principaux bénéficiaires³¹. La Commission attache une grande importance à ce qu'une liste d'indications géographiques enregistrées - dont un nombre important sont certainement des fromages - soit protégée. Certaines organisations agricoles craignent que les intérêts des autres secteurs laitiers ne soient bradés par la Commission, dans le but de conclure un accord³².

Il est très difficile de prévoir les répercussions du TAFTA, à cause de la complexité du commerce laitier et des liens entre les prix des produits de base et le prix que perçoivent les agriculteurs pour leur lait. Il faut analyser plus profondément les conséquences de tout marché intégré Etats-Unis/Union européenne sur la survie des petites et moyennes exploitations laitières.



CULTURES ARABLES

Les Etats-Unis et l'Union européenne sont deux importants producteurs, bien que leurs principales cultures diffèrent³³. Les échanges commerciaux ne sont pas très importants : les Etats-Unis importent peu de céréales ou d'oléagineux de l'UE, et la principale importation de l'Union européenne concerne les grains et la farine de soja³⁴.

« Il est probable qu'une ouverture du commerce avec les Etats-Unis serait préjudiciable aux producteurs primaires du secteur des céréales et des oléagineux. »

UK Agriculture and Horticulture Development Board (AHDB, 2013b)

Bien que la Commission européenne affirme que le TAFTA n'affectera ni la législation ni les procédures de l'Union européenne relatives aux OGM³⁵, les déclarations des différents ministres états-uniens ne laissent aucun doute sur le fait que cette législation est pour eux un problème qui doit être abordé lors des négociations³⁶.

Les modélisations prévoient que l'élimination des tarifs douaniers dans le cadre du TAFTA aura un impact négatif sur la production européenne de céréales qui pourrait baisser jusqu'à 6 %³⁷. Dans la plupart des scénarios, elles prévoient aussi une baisse des productions européennes de blé, de maïs et de colza, et qu'« un accord économique pourrait entraîner des importations significatives en provenance des Etats-Unis »³⁸. Les conséquences pour les agriculteurs sont difficiles à prévoir, car ils peuvent cultiver d'autres plantes.



VOLAILLES ET ŒUFS

Les échanges commerciaux de volailles et d'œufs entre les Etats-Unis et l'Union européenne sont très faibles³⁹, mais les groupes de pression états-uniens veulent utiliser le TAFTA pour ouvrir le marché européen. Les organisations européennes de producteurs sont inquiètes, parce que les normes de bien être animal sont généralement plus faibles aux Etats-Unis et qu'il n'y a, la plupart du temps, que des codes volontaires pour le bien être animal⁴⁰, alors que les producteurs européens de volailles et d'œufs doivent se conformer aux exigences d'une législation plus stricte⁴¹. Malgré cela, les questions relatives au bien être animal ont été exclues du TAFTA.

Les normes d'hygiène et de sécurité sont très différentes entre les Etats-Unis et l'Union européenne, cette dernière appliquant la démarche dite « De la ferme à la fourchette », plus coûteuse⁴². Les importations de viande de volailles des Etats-Unis sont limitées, car l'Union européenne n'autorise pas que des « rinçages de réduction des pathogènes » soient effectués sur les produits volaillers. L'inquiétude est pourtant forte de voir la Commission européenne préparer le terrain pour une autorisation de ces rinçages chimiques, permettant ainsi les importations meilleur marché de produits états-uniens⁴³.

Le ministère états-unien de l'Agriculture ne prévoit qu'une faible augmentation des exportations des produits volaillers, suite à l'adoption du TAFTA⁴⁴. D'autres études suggèrent que cela est certainement dû au fait que les importations de viande de volailles en provenance des Etats-Unis devront encore faire face à une forte concurrence de la part du Brésil et de la Thaïlande⁴⁵ qui sont actuellement les principaux pays exportateurs vers l'Union européenne. Aucune étude de modélisation économique n'a examiné les conséquences du TAFTA pour la production d'œufs.



SECTEUR PORCIN



La production de porc dans l'Union européenne est deux fois plus importante que celle des Etats-Unis⁴⁶ et est soumise à des normes de bien être animal plus strictes⁴⁷. Le marché de l'Union européenne est le deuxième, derrière le marché chinois, et les producteurs états-uniens désirent y avoir accès⁴⁸. Les importations en provenance des Etats-Unis sont actuellement très faibles, car l'Union européenne n'autorise pas la commercialisation de viande contenant des résidus de ractopamine - une hormone qui favorise la croissance - en raison des inquiétudes soulevées quant à son innocuité pour les consommateurs. De 60 % à 80 % des cochons états-uniens sont traités avec cette hormone⁴⁹.

Les groupes de pression états-uniens veulent non seulement la levée de l'interdiction de la ractopamine, mais font aussi le forcing pour obtenir l'élimination complète des tarifs douaniers. Historiquement, l'Union européenne a beaucoup protégé le secteur porcin et pourrait être plus encline à offrir un important quota pour l'importation de porc non traité à la ractopamine, ce qui pourrait cependant favoriser la création d'une filière de production séparée aux Etats-Unis.

Les modélisations économiques ne font pas de distinction entre le porc et les autres viandes, mais prévoient bien que la disparition des tarifs douaniers pourrait provoquer à la fois une baisse du secteur européen des « viandes blanches », allant jusqu'à 9 % dans les pays baltes, et « d'importantes importations supplémentaires ainsi que (...) de nouvelles difficultés économiques pour les producteurs européens »⁵⁰.

NOTES

- 1 Lettre de nombreuses organisations de l'agro-alimentaire et de l'agriculture, à l'ambassadeur Ron Kirk, le 4 mars 2016 : <http://www.nppc.org/wp-content/uploads/2013-03-04-Ag-Coalition-US-EU-FTA.pdf>
- 2 Demande d'information des Amis de la Terre Europe à propos des réunions entre les responsables de la Commission européenne et les groupes de pression des entreprises sur le TAFTA : Amis de la Terre Europe (2014), Who's driving the EU-US trade talks ? <https://www.fooeurope.org/whos-driving-eu-us-trade-talks-070714>
- 3 DG Politiques internes, 2015, Food Safety Policy and Regulation in the United States IP/A/ENVI/2015-05, p.30
- 4 World Animal Protection/Humane Society International. (2014). TTIP: Pig Production in the EU and US
- 5 Amis de la Terre Europe, Institute for Agriculture and Trade Policy (2013) EU-US trade deal: a bumper crop for 'big food'?
- 6 FoodDrinkEurope (2015) Data and trends: European Food and Drink Industry 2014-15 http://www.fooddrinkurope.eu/uploads/publications_documents/Data_and_Trends_2014-20152.pdf
- 7 Beckman, J., Arita, S., Mitchell, L., & Burfisher, M. (2015). Agriculture in the Transatlantic Trade and Investment Partnership: Tariffs, Tariff-Rate Quotas, and Non-Tariff Measures ER-198. USDA Economic Research Service.
- 8 Bureau, J.-C., Disdier, A.-C., Emlinger, C., Foure, J., Felbermayr, G., Fontaigne, G., & Jean, S. (2014). Risks and opportunities for the EU agri-food sector in a possible EU-US trade agreement. Brussels: European Parliament Policy Department B: Structural and Cohesion Studies
- 9 Fontaigne, L., Gourdon, J., & Jean, S. (2013). Transatlantic Trade: Whither partnership, which economic consequences? CEPII Policy Brief.
- 10 Beckman, J., Arita, S., Mitchell, L., & Burfisher, M. (2015). Agriculture in the Transatlantic Trade and Investment Partnership: Tariffs, Tariff-Rate Quotas, and Non-Tariff Measures ER-198. USDA Economic Research Service.
- 11 Bureau, J.-C., Disdier, A.-C., Emlinger, C., Foure, J., Felbermayr, G., Fontaigne, G., & Jean, S. (2014). Risks and opportunities for the EU agri-food sector in a possible EU-US trade agreement. Brussels: European Parliament Policy Department B: Structural and Cohesion Studies
- 12 Beckman, J., Arita, S., Mitchell, L., & Burfisher, M. (2015). Agriculture in the Transatlantic Trade and Investment Partnership: Tariffs, Tariff-Rate Quotas, and Non-Tariff Measures ER-198. USDA Economic Research Service.
- 13 Voir les commentaires du Représentant des Etats-Unis pour le Commerce (2014) 2014 Report on Sanitary and Phytosanitary Measures, Washington DC : Office of the United States Trade Representative, and US Trade Representative (2014) 2014 Report on Technical Barriers to Trade, Washington, DC - United States Government. Pour les commentaires de l'industrie voir la note 1
- 14 Chever, T., Renault, C., Renault, S., & Romieu, V. (2012). Value of production of agricultural products and foodstuffs, wines, aromatised wines and spirits protected by a geographical indication. Brussels, Belgium: European Commission/AND International.
- 15 US Congress. (2014). Letter to Secretary Vilsneck and Ambassador Froman: 9 May 2014. <http://www.commonfoodnames.com/wp-content/uploads/House-Dairy-TTIP-Letter.pdf>
- 16 Chever, T., Renault, C., Renault, S., & Romieu, V. (2012). Value of production of agricultural products and foodstuffs, wines, aromatised wines and spirits protected by a geographical indication. Brussels, Belgium: European Commission/AND International.
- 17 DG Agriculture et Développement rural. (2015). GIs in TTIP - 'Limited' document for the EU Trade Policy Committee: 23rd February 2015. <http://www.scribd.com/doc/272180505/EU-Internal-Hymn-Sheet-for-GIs-in-TTIP>
- 18 Chever, T., Renault, C., Renault, S., & Romieu, V. (2012). Value of production of agricultural products and foodstuffs, wines, aromatised wines and spirits protected by a geographical indication. Brussels, Belgium: European Commission/AND International.
- 19 ICOS. (2015). Dairy trade updates: TTIP in trouble? 8 June 2015 <http://www.icos.ie/2015/06/08/dairy-trade-updates-ttip-in-trouble/>
- 20 Fontaigne, L., Gourdon, J., & Jean, S. (2013). Transatlantic Trade: Whither partnership, which economic consequences? CEPII Policy Brief. Appendix
- 21 Bureau, J.-C., Disdier, A.-C., Emlinger, C., Foure, J., Felbermayr, G., Fontaigne, G., & Jean, S. (2014). Risks and opportunities for the EU agri-food sector in a possible EU-US trade agreement. Brussels: European Parliament Policy Department B: Structural and Cohesion Studies p 49
- 22 Interdictions de l'oestradiol, le testostérone, le progestérone, le zéranole, l'acétate de trenbolone, et l'acétate de mélangestrol, mises en place en 1989.
- 23 Western Livestock Journal, 23 October 2015. More U.S. beef to Europe likely with TTIP agreement. <https://wlj.net/article-permalink-12155.html>
- 24 Thelle, M., Jeppesen, T., Veng Pinje, J., Kjoller-Hansen, A., Davies, R., & Francois, J. (2015). TTIP impact in Ireland. Copenhagen Economics.
- 25 Interbev: Interprofession bœuf et viande. (2015). CETA and Transatlantic Trade and Investment Partnership (TTIP) What are the consequences for the French beef sector?
- 26 USDA Foreign Agricultural Service. (2015). Trans-Pacific Partnership: benefits to US agriculture. Washington DC.
- 27 Bureau, J.-C., Disdier, A.-C., Emlinger, C., Foure, J., Felbermayr, G., Fontaigne, G., & Jean, S. (2014). Risks and opportunities for the EU agri-food sector in a possible EU-US trade agreement. Brussels: European Parliament Policy Department B: Structural and Cohesion Studies p 49
- 28 Fontaigne, L., Gourdon, J., & Jean, S. (2013). Transatlantic Trade: Whither partnership, which economic consequences? CEPII Policy Brief. Appendix
- 29 Beckman, J., Arita, S., Mitchell, L., & Burfisher, M. (2015). Agriculture in the Transatlantic Trade and Investment Partnership: Tariffs, Tariff-Rate Quotas, and Non-Tariff Measures ER-198. USDA Economic Research Service.
- 30 Bureau, J.-C., Disdier, A.-C., Emlinger, C., Foure, J., Felbermayr, G., Fontaigne, G., & Jean, S. (2014). Risks and opportunities for the EU agri-food sector in a possible EU-US trade agreement. Brussels: European Parliament Policy Department B: Structural and Cohesion Studies p 49
- 31 Beckman, J., Arita, S., Mitchell, L., & Burfisher, M. (2015). Agriculture in the Transatlantic Trade and Investment Partnership: Tariffs, Tariff-Rate Quotas, and Non-Tariff Measures ER-198. USDA Economic Research Service.
- 32 ICOS. (2015). Dairy trade updates: TTIP in trouble? 8 June 2015 <http://www.icos.ie/2015/06/08/dairy-trade-updates-ttip-in-trouble/>
- 33 International Grains Council. (2016). Grain Market Report 462: 21st January 2016. <http://www.igc.int/downloads/gmrsummary/gmrsumme.pdf>
- 34 DG Agriculture et Développement rural (2015). EU Cereals Trade: 2014/15 marketing year. Committee for the Common Organisation of Agricultural Markets: Agri C 4.
- 35 Direction Générale pour le Commerce. (2015). Inside TTIP: an overview and chapter by chapter guide. http://trade.ec.europa.eu/doclib/docs/2015/july/tradoc_153635.pdf
- 36 Par exemple : « les longs délais lors de l'examen des produits issus de biotechnologies doivent... être abordés lors des négociations » (Service agricole pour l'étranger du ministère de l'agriculture des Etats-Unis, 2015a)
- 37 Bureau, J.-C., Disdier, A.-C., Emlinger, C., Foure, J., Felbermayr, G., Fontaigne, G., & Jean, S. (2014). Risks and opportunities for the EU agri-food sector in a possible EU-US trade agreement.
- 38 Ibid, p 57.
- 39 Commission européenne. (2016). Agri-Food Trade Statistical Factsheet: European Union - USA. Bruxelles: Direction Générale pour l'Agriculture et le Développement rural.
- 40 National Chicken Council. (2012). Animal Welfare for Broiler Chickens. <http://www.nationalchickencouncil.org/industry-issues/animal-welfare-for-broiler-chickens/>
- 41 La Directive 2007/43/CE fixe un minimum de normes de bien être pour les volailles élevées à l'intérieur, comme les normes concernant la densité maximale d'élevage, l'éclairage, la litière, la ventilation et l'alimentation. La Directive 1999/74/EC stipule que les poules pondeuses ne peuvent être gardées que dans des « cages aménagées » (avec un espace minimum de 750 cm²) ou autrement que dans des cages.
- 42 van Horne, P. L., & Bondt, N. (2014). Competitiveness of the EU poultry meat sector. Wageningen: LEI Wageningen UR.
- 43 En 2014, la Commission européenne a demandé à l'EFSA d'étudier si l'utilisation de rinçages à l'acide peroxydactétique sur la viande de volaille était sans danger.
- 44 Beckman, J., Arita, S., Mitchell, L., & Burfisher, M. (2015). Agriculture in the Transatlantic Trade and Investment Partnership: Tariffs, Tariff-Rate Quotas, and Non-Tariff Measures ER-198. USDA Economic Research Service.
- 45 van Horne, P. L., & Bondt, N. (2014). Competitiveness of the EU poultry meat sector. Wageningen: LEI Wageningen UR.
- 46 DG Agriculture et Développement rural. (2014). Pig meat statistics. http://ec.europa.eu/agriculture/markets-and-prices/market-statistics/index_en.htm
- 47 World Animal Protection/Humane Society International. (2014). TTIP: Pig Production in the EU and US.
- 48 National Pork Producers Council. (2013). Comments on the "Transatlantic Trade and Investment Partnership".
- 49 Strom, S. (2015). New type of drug-free labels for meat has USDA blessing. New York Times: 4 September 2015.
- 50 Bureau, J.-C., Disdier, A.-C., Emlinger, C., Foure, J., Felbermayr, G., Fontaigne, G., & Jean, S. (2014). Risks and opportunities for the EU agri-food sector in a possible EU-US trade agreement. Brussels: European Parliament Policy Department B: Structural and Cohesion Studies p 49

Recherches et rédaction : Emily Diamond et Mute Schimpf

Contributions et modifications : Adrian Bebb et Andrew Kennedy

Tous nos remerciements à Jean Christophe Bureau, Alan Matthews et Loekadia Orezkiak pour leurs commentaires judicieux

Conception : Lindsay Noble, www.lindsayynoble.co.uk



Financement : les Amis de la Terre tiennent à remercier la DG Environnement de la Commission européenne pour avoir soutenu financièrement cette publication. Le contenu de cette publication est de la seule responsabilité des Amis de la Terre Europe et ne peut être considéré comme reflétant la position du donateur cité plus haut. Le donateur ne peut être tenu pour responsable de toute utilisation qui pourrait être faite des informations que ce document contient.



Friends of the Earth Europe

Amis de la Terre France
Mundo M
47 Avenue Pasteur
93100 Montreuil France



Les Amis de la Terre

Tél : 01 48 51 32 22
Email : secretariat@amisdelaterre.org
Téléphone : +33 (0)1 48 51 32 22
Site internet : www.amisdelaterre.org
[@amisdelaterre](https://www.facebook.com/amisdelaterrefrance)